

cinquième zone

A
L
I
R
E
A
D
I
S
C
U
T
E
R
A
P
H
O
T
O
C
O
P
I
E
R
A
F
A
I
R
E
C
I
R
C
U
L
E
R

LES PRINCES DES MOTS TORDUS

"Baisse des impôts" ont rabaché la presse et la télévision toute la semaine dernière en présentant la réforme fiscale de Juppé qui organise la hausse des impôts pour la majorité de la population !

"Travail à temps choisi", un joli mot pour nommer une réalité sordide : le chômage partiel dans des petits boulots sous-payés.

"Aide à l'emploi", disent les ministres pour désigner les dizaines de milliards de subventions accordés aux patrons pour (ne pas) créer d'emplois. "Aider l'emploi", dans la bouche d'un ministre, c'est graisser la patte des responsables du chômage, les licenciés, ceux d'hier ou de demain.

Pour eux, les "privilegiés" sont le salarié à 8 000 francs par rapport au Smicard, le Smicard par rapport au chômeur, le chômeur indemnisé par rapport au RMiste et ce dernier par rapport au SDF. Quant aux PDG payés plusieurs millions par an, ce ne sont pas des privilégiés, ce sont des "acteurs économiques", nuance.

Même tour de passe-passe concernant la politique étrangère : l'intervention armée du corps expéditionnaire français en Centrafrique pour rétablir le dictateur Ange Patassé sur son fauteuil chancelant n'est pas un coup de force colonialiste, c'est "L'opération humanitaire de Bangui" !

C'est le pays du mensonge déconcertant. Les princes des mots tordus gouvernent. Ils disent le contraire de ce qu'ils font. Pas parce que leur langue fourche, pas par erreur ou par sottise. Mais parce que, défenseurs d'un système qui ne peut vivre qu'avec des millions de chômeurs et des dizaines de millions d'exploités en France et dans le monde, ils sont chargés de "l'habillage" comme ils disent, véritable maquillage des mesures prises. Autrement dit, de convaincre les opprimés qu'"on ne peut pas faire autrement" mais que, demain, si on est dociles, si les chômeurs acceptent de chômer en compatissant aux malheurs des "entreprises qui souffrent", si les travailleurs se réjouissent de se faire exploiter avec zèle, si les jeunes galèrent avec enthousiasme et en silence, si les Africains (et les autres) subissent sans révolte les dictateurs que les pays riches leur imposent, alors, demain, peut-être, ça ira mieux. Un peu comme les coups de marteau sur la tête : ça fera du bien quand ça s'arrêtera.

A BAS L'APARTHEID CONTRE LES FEMMES

En 1992, 18 pays de islamistes n'avaient intentionnellement envoyé que des hommes aux Jeux Olympiques de Barcelone. Cette année, pour ceux d'Atlanta, les dirigeants intégristes iraniens proposent de récidiver pour "prévenir la corruption qui pourrait résulter de la présence des hommes et des femmes dans un seul et même lieu"... On ne sait pas s'il y a beaucoup de sportifs parmi les partisans de cette mesure... mais si c'est le cas, ils ont dû confondre, dans leurs souvenirs, la pelouse du stade et la moquette du lupanar !

Pas besoin de grands discours. Cette mesure est digne d'un autre temps. Il y a quelques années encore, au nom d'une autre "tradition", l'Afrique du Sud refusait d'envoyer des Noirs aux J.O., à la différence près que les racistes sud-africains ne se donnaient pas, eux, des airs de pères-la-morale. Ils étaient des oppresseurs, connus comme tels.

Quant à ceux qui veulent priver cinq cent millions de femmes de sport, ils ont aussi en tête d'interdire la danse, la musique, la liberté d'expression et de religion comme ils l'ont fait partout où ils sont parvenus au pouvoir. Il ne faut pas s'y tromper. En commençant par les femmes, ce sont tous les peuples de tradition musulmane qu'ils veulent placer sous leur dictature moyenâgeuse.

Défendre le droit des femmes dans cette affaire, c'est défendre la liberté et le droit au bonheur de tous. C'est d'abord l'affaire des femmes. Mais c'est aussi celle de tous ceux, à commencer par les jeunes originaires de pays musulmans, qui veulent préserver la dignité de tous en revendiquant la leur.

Correspondance

11 rue Salvador Allende
92220 BAGNEUX

LES PRIVILEGES, LES VRAIS ET LES AUTRES

"Il y a trop de privilégiés dans cette société" dit Christelle, 20 ans. "Je vois, dans ma cité, des couples de fonctionnaires qui gagnent huit ou neuf mille francs chacun, avec deux enfants et qui ont un quatre pièces alors que je connais des familles avec quatre ou cinq enfants qui sont obligées de s'entasser dans deux pièces et même, parfois, de vivre à l'hôtel". Parlant des jeunes, Sofiane dit : "Cette pauvreté qu'ils portent tous les jours les rend violents vis-à-vis de ceux qu'ils considèrent comme riches, par exemple les profs ou les motorisés".

Christelle et ceux dont parle Sofiane se trompent. De bonne foi. Mais ils se trompent tout de même. Bien sûr qu'il vaut mieux avoir un emploi, gagner huit ou douze mille francs par mois et avoir un logement convenable qu'être RMIste et SDF. Mais l'injustice n'est pas qu'une famille avec un revenu moyen ait un logement décent. Elle est que celle qui a de tout petits revenus n'ait pas de logement convenable, et parfois pas de revenu et pas de logement du tout.

Les gouvernants, les riches (les vrais riches !) sont maîtres dans l'art d'opposer les petits entre eux. Pendant que le SDF jalouse le RMIste qui jalouse le précaire qui jalouse le Smicard qui jalouse le fonctionnaire qui jalouse le voisin un peu mieux (ou plutôt un peu moins mal) logé... les privilégiés, les vrais, peuvent dormir sur leurs deux oreilles.

Ces différences, parfois importantes et même vitales, entre les pauvres et les plus "riches" des pauvres ne sont qu'une goutte d'eau à côté de l'océan qui sépare les véritables privilégiés du commun des mortels.

Deux exemples, mais on pourrait en citer des centaines.

La fortune d'un certain Francis Olivier, PDG de la SIDEL (une filiale de St Gobain) est estimée à un milliard de francs (138 siècles de SMIC). Celle de Philippe Bouriez (PDG de Cora) à 6 milliards. Personne ne les envie parce que, parmi les gens ordinaires, personne ne les connaît. Ils savent que leur tranquillité repose d'abord sur leur discrétion... et sur leur habileté à dresser les uns contre les autres ceux qui se soupçonnent mutuellement d'être des "privilégiés" alors que, finalement, ils n'ont rien (ou si peu) les uns et les autres.

Bien sûr, faire rendre gorge aux capitalistes qui s'enrichissent du travail des autres, imposer que les logements vides soient attribués aux mal logés comme le réclame le DAL, est plus difficile que de râler contre le voisin qui a un logement un peu plus grand ou contre le copain qui a eu un plus gros colis aux Restos du coeur ou encore celui qui a décroché un petit boulot payé à 60% du SMIC.

Ca demande de réfléchir, de comprendre que l'injustice qui mine toute la société est le produit du système lui-même et d'abord de ne pas tomber dans tous les panneaux que tendent les hommes de paille des véritables privilégiés.

**POUR RECEVOIR REGULIEREMENT
CINQUIEME ZONE, ENVOYEZ VOTRE
ADRESSE ET UN CARNET DE TIMBRES
A CINQUIEME ZONE
11 rue SALVADOR ALLENDE**

IMPÔ... STEURS

En claironnant son intention de "baisser les impôts", le gouvernement vient de dévoiler les grandes lignes de son projet de réforme fiscale, celui-là même que la grève de la fonction publique de décembre dernier l'avait contraint à remballer provisoirement. "Justice fiscale", l'expression sonne bien. Qui pourrait être contre ?

Seulement voilà. Pour qu'il y ait des exploités, il faut des exploités, et ce qui est bon pour les uns ne peut pas l'être pour les autres. Et quand Juppé et Chirac parlent de "baisse des impôts", ce n'est pas aux travailleurs, aux chômeurs ou aux précaires qu'ils s'adressent. C'est à ceux pour le compte de qui ils gouvernent : les bourgeois, gros et moyens, qui ont des propriétés, des entreprises, des actions, des obligations, des rentes, un patrimoine mobilier ou immobilier. Pour eux, oui, les impôts baisseront. Cela a d'ailleurs déjà commencé : les contribuables soumis à l'impôt sur la fortune (plus de 4.600.000 francs de patrimoine, trois fois rien) sont dès maintenant autorisés à sous-estimer la valeur de leur résidence principale pour permettre aux plus "modestes" d'entre eux d'échapper à cet impôt ! En 1986-88, Chirac alors premier ministre, avait abaissé le taux de l'impôt sur les revenus les plus élevés de 66% à 56,5%. Juppé promet mieux : le taux maximum sera ramené à 40%.

Pour les petits et moyens revenus par contre, l'addition sera salée. Bon nombre de ceux qui, actuellement, ne payent pas d'impôts parce que leurs revenus sont trop faibles y passeront. L'abattement de 20% dont bénéficiaient tous les salariés sera supprimé. Les allocations familiales seront imposables. Ainsi, sans avoir gagné un centime de plus, des millions de travailleurs ou de chômeurs qui jusqu'à présent échappaient à l'impôt direct y seront assujettis et, au total, verront leur pouvoir d'achat amputé d'autant.

Baisse des impôts pour les riches (les très riches !). Augmentation des impôts pour tous les autres. C'est ce que Juppé appelle la "justice fiscale". Ce n'est même pas qu'il mente aux petits. Il ne gouverne pas pour eux, il les ignore, ne sait pas comment ils vivent et s'en moque. Il ne leur adresse pas la parole. Il se contente de les faire payer.

CHATEAUROUX**JUSQU'ICI, TOUT VA BIEN**

Jusqu'au week-end de Pentecôte, tout allait bien à Chateauroux et, en particulier au quartier Saint-Jean, réputé "sans problème". "Il n'y a ici rien de commun avec Les Minguettes" clamaient fièrement les responsables associatifs et les élus.

Et pourtant, deux nuits d'émeutes ont mis fin à cette bonne réputation et ont fait découvrir que Les Minguettes, ça existe aussi à Chateauroux... comme dans tant de cités qui n'ont pas encore fait parler d'elles mais où, sous le calme apparent, le feu couve.

C'est la mort de Garib Aït Alla dans un accident de la route qui a mis le feu aux poudres. Le vendredi soir, après une altercation avec deux autres jeunes dans la discothèque Le Bounty, Garib Aït Alla et trois de ses copains montaient dans leur voiture. Ils étaient aussitôt pris en chasse par deux ou trois videurs de l'établissement. Affolé, mais aussi, d'après les premiers éléments de l'enquête, vaguement ivre, le conducteur, Michaël Guillot percutait finalement un poteau.

L'explosion de violence qui a éclaté dès le lendemain soir puis dans la nuit du dimanche au lundi, reflète le sentiment d'injustice au quotidien, les vexations, les rancunes accumulées qui couvent jusqu'au jour où un incident de trop, parfois une mort de trop, fait sauter le couvercle.

Sept jeunes, casseurs ou pas, en tout cas des jeunes sans histoires jusque là, apprentis ou ouvriers, soupçonnés d'avoir participé aux émeutes ont été déférés au Parquet et resteront en prison jusqu'au 3 juillet, date de l'audience. Un animateur déclarait à propos de l'un d'entre eux : "C'est pas un voyou, je le jure. Il travaille, il ne boit pas. Vous êtes fous de l'envoyer en prison".

Eh, oui. Hassan Ben Haddou n'est pas un voyou. Le quartier St-Jean n'est pas Les Minguettes. Et pourtant... Hassan et ses camarades seront traités comme des voyous, avec tout ce que cela implique pour leur avenir. Et le quartier St-Jean rejoindra la liste maintenant longue des cités où, pour un oui, pour un non, l'incident dégénère en drame et le drame en violence.

A qui la faute ? Aux jeunes qui croient n'avoir plus rien à sauver que le "respect" qu'ils réclament, parfois sans être capables de l'accorder à ceux dont ils veulent l'obtenir ? Sans doute. Mais, ces jeunes, qui les a élevés dans la religion du fric et des apparences ? Qui leur a donné Tapie pour modèle et Rambo pour idole ? Qui, surtout leur bouche l'horizon, entre les murs de la cité et le clinquant de la boîte de nuit bidon d'où ils sont refoulés dès qu'ils bougent, dès qu'ils rient, dès qu'ils pleurent. Parfois dès qu'ils n'ont pas la couleur de peau qui convient.

On leur a dit que pour vivre, il fallait être riche. Ils sont pauvres. Et condamnés à le rester sans que personne vienne leur rappeler que les ouvriers ont leur dignité. Pas celle de la BMW d'occasion, rafistolée et repeinte, qui permet de donner l'illusion qu'on a de l'argent tant qu'on peut mettre 50 francs dans le réservoir. Mais la dignité de ceux qui travaillent, qui produisent et qui peut-être, s'ils savent ne pas se faire avoir par la pacotille que les riches font miroiter aux yeux des pauvres, seront capables de donner naissance à un monde plus juste.

Ringardes, ces idées ? Elles sont pourtant cent fois plus réalistes que l'absence d'idée qui fait réagir au quart de tour, comme le taureau fonce sur la cape sans comprendre ni **qui** la manipule, ni **pourquoi**.

cinquième zone

Cinquième zone veut donner la parole à la population qui vit dans de ce que l'on appelle aujourd'hui les banlieues et qui sont en réalité les quartiers les plus pauvres, les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et autres services publics. Quartiers où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus, par les «petits boulots», l'interim et autres emplois précaires, ou qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale.

Les "banlieues" sont un thème fréquemment évoqué pour verser une larme hypocrite ou faire peur aux bourgeois, mais aucun parti, ni de gauche ni de droite ne peut ni ne veut répondre aux problèmes qui se posent dans les quartiers populaires.

Même si ce bulletin n'est l'organe d'aucun parti politique, il se veut politique. Oui, il faut que les pauvres, les exploités fassent de la politique, leur politique. S'y refuser, c'est laisser les démagogues libres d'en faire, en notre nom et contre nous ! Et ils sont nombreux à y prétendre.

Le gouvernement et les patrons d'abord qui, avec le chômage, les lois Pasqua, les brimades policières entretiennent l'injustice et la misère, terreau des fanatismes.

Le Pen ensuite qui fait pousser son électorat sur l'ordure raciste et qui espère un jour passer la muselière à tout le monde.

Les intégristes, enfin, qui utilisent le désespoir pour étendre le voile de leur dictature obscurantiste.

Tous cultivent les poisons du particularisme, du nationalisme, du racisme pour attiser la haine. Diviser pour régner, la recette est ancienne mais toujours bonne.

Les catégories les plus pauvres de la population, quelle que soit leur origine, veulent, elles, une vie décente et digne. Ce droit, personne ne leur en fera l'aumône. Ce n'est qu'en luttant contre tous les oppresseurs et toutes les oppressions qu'elles le gagneront.

Bagarre entre des contrôleurs de la RATP et des jeunes à Montrouge

LA PAROLE EST A... CLAUDE,

(Machiniste en banlieue parisienne)

Vendredi dernier, entre 21 heures et 22 heures, sept membres de la BS (Brigade de surveillance, les contrôleurs de la RATP) ont été agressés et certains assez sérieusement blessés à Montrouge.

Dans le 195, ils avaient verbalisé un jeune de 14 ans qui voyageait sans billet. Ils l'ont fait descendre à l'arrêt Dépinoy mais comme c'était juste devant la Croissanterie que tient son père, il s'est mis à appeler. Le père est sorti, avec une bande de jeunes. Le ton est monté, la BS est repartie mais ils ont coursé le bus et l'ont rattrapé deux arrêts plus loin, au dépôt de Malakoff.

Ils étaient une vingtaine de jeunes, une bagarre a éclaté et plusieurs contrôleurs ont été blessés, l'un d'eux d'un coup de couteau (ou de tournevis, on ne sait pas trop) à la cuisse.

Même si la banlieue sud de Paris n'est pas la plus dure, on a maintenant de plus en plus d'incidents. Le point de départ, le plus souvent ce sont des jeunes qui ne paient pas. C'est vrai que ça pose un problème. Pas parce qu'ils ne paient pas. Nous, on est machinistes, on n'est pas là pour contrôler les billets. Mais il y a la façon. Tu comprends, quand tu vois un jeune monter, te toiser, et passer sans payer, et même parfois t'insulter, tu te demandes ce qu'il cherche. Resquiller ? Pas seulement. En réalité, tu as parfois l'impression qu'il te crache à la figure. Et là, c'est vrai que ça a du mal à passer. Tu t'écrases une fois, deux fois, mais à la quatrième ou à la cinquième, il y en a qui explosent. On sait bien qu'ils expriment leur mal vivre de cette façon. Mais, c'est difficile à supporter.

Quant tu discutes avec les jeunes, ils te disent qu'ils veulent du respect. Ils ont raison. Mais il faudrait qu'ils comprennent que nous aussi, on veut du respect. Il faut se respecter mutuellement. Si la seule façon qu'ils ont de s'affirmer, c'est d'aller provoquer un gars qui fait son travail, et un travail utile, c'est complètement nul. C'est se tromper complètement d'adversaire.

C'est vrai que si les transports en commun étaient gratuits, pour les chômeurs et les scolaires pour commencer, ça éliminerait beaucoup d'incidents et d'accrochages. Pas tous. Mais déjà une bonne partie. Moi, je serais d'accord pour le revendiquer avec eux. Ca, ça serait utile pour eux et pour nous. Et en plus, peut-être que ça contribuerait à changer nos rapports avec les jeunes.

Ce dont ils ne se rendent pas compte, c'est qu'ils font du tort à tout le monde, et d'abord à eux-mêmes. Parce que ces incidents presque quotidiens, ça fait le jeu de Le Pen

SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS... PAS MORTE !

Le 22 mai, les salariés de l'entreprise multinationale Alcatel-Alsthom ont manifesté à Paris. Ensemble, des Allemands, des Belges, des Espagnols, des Français, des Italiens ont défilé solidaires contre un plan de licenciement.

Lors de certaines des grandes manifestations de décembre dernier aussi, des délégations étrangères, belges, allemandes, britanniques s'étaient jointes aux défilés. Récemment, au cours des imposantes manifestations des services publics en Allemagne, on a vu des salariés crier "Tous ensemble" en allemand et brandir le drapeau français. Il ne s'agissait évidemment pas d'un hommage à "tous les français" (ministres, patrons, ouvriers et chômeurs confondus) qu'est censé représenter le drapeau tricolore mais bien d'un salut à ceux dont les travailleurs allemands en lutte se sentent proches : les grévistes de décembre 1995.

Ce geste représente l'avenir, il faut l'espérer. Il montre que la tradition de solidarité internationale des travailleurs continue d'exister et que ces derniers ont conscience que face aux patrons des multinationales qui exploitent indifféremment des salariés de toutes nationalités et sur tous les continents, les ouvriers ne se laissent pas prendre au piège des divisions nationales, de race ou de couleur.

